



Gérard Arnold et Sylvestre Huet (dir.)

Le journalisme scientifique dans les controverses

CNRS  ditions

Le journalisme scientifique en crise

Dominique Wolton

DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.24180

 diteur : CNRS  ditions

Lieu d'édition : Paris

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 16 juillet 2019

Collection : CNRS Alpha

EAN électronique : 9782271130181



<http://books.openedition.org>

Référence  lectronique

WOLTON, Dominique. *Le journalisme scientifique en crise* In : *Le journalisme scientifique dans les controverses* [en ligne]. Paris : CNRS  ditions, 2014 (généré le 15 novembre 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editions-cnrs/24180>>. ISBN : 9782271130181. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.24180>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

LE JOURNALISME SCIENTIFIQUE EN CRISE

DOMINIQUE WOLTON

Fondateur et directeur
de l'ISCC (2007-2013),
directeur de la revue
internationale *Hermès*

Le journalisme est pris dans un paradoxe. Les journalistes connaissent une crise de légitimité depuis trente ans, alors que le volume d'information produit et en circulation n'a jamais été aussi important et tandis que la valeur de l'information est sans cesse mise en avant. Par ailleurs, l'information circule de plus en plus vite et la concurrence entre les médias s'exacerbe.

La culture de l'immédiateté dévalorise le travail des journalistes, et l'argent, comme toujours, va aux moyens techniques et non aux hommes. Les journalistes scientifiques ne sont pas assez nombreux,

« [...] les
journalistes, dans
l'ensemble, sont trop
fascinés par la
technique. »

et les journalistes, dans l'ensemble, sont trop fascinés par la technique. Dans *L'information demain : de la presse écrite aux nouveaux médias*, un ouvrage publié en 1979 et qui constituait la première enquête internationale sur l'informatisation du journalisme, je concluais que l'argent était massivement investi dans les moyens techniques, mais qu'il n'y en avait pas assez pour

embaucher. La problématique actuelle est toujours la même : de nombreux acteurs restent avant tout fascinés par la technologie de l'Internet. Or, plus il y a d'information, et plus il faut de journalistes. Ceci va à l'encontre de l'idéologie actuelle et d'une certaine vulgate

démocratique, selon lesquelles tout le monde peut produire de l'information. Pourquoi faire appel à des spécialistes ? D'ailleurs ce débat existe aussi pour la science : jusqu'où peut-on s'appuyer sur la science participative ? Dans le cadre de la généralisation et de la facilitation de l'information, pourquoi ceux qui en sont les professionnels et qui respectent avant tout des valeurs politiques, ne sont-ils pas les premiers à défendre l'information journalistique ?

En 1979, dans ce même livre, je distinguais quatre types d'information : l'information-service, qui fonde le succès d'Internet et des réseaux ; l'information institutionnelle, gérée par les acteurs politiques, économiques ou juridiques ; l'information-news, liée à la presse et au travail du journaliste ; l'information-connaissance, liée à l'essor des banques de données et aux systèmes d'information professionnels et qui développe les contradictions pour le monde académique. Il faut à présent ajouter une cinquième catégorie, l'information relationnelle, liée à l'expansion des réseaux et des sites de rencontre.

Dans le cadre de cette explosion actuelle, les journalistes n'ont pas pour l'instant réussi à affirmer le fait que l'information est construite et qu'elle résulte de choix arbitraires et critiquables. La vulgate démocratique est ainsi capable de dénaturer la spécificité d'un métier. Le métier de journaliste est trop individualiste – comme l'est le monde académique – et pâtit des mécanismes de restructuration. En outre, les journalistes sont embarqués dans la « peoplisation » depuis quinze ans, et le seront sans doute pour longtemps encore. La réputation n'est pas liée à la compétence mais à l'effet de l'air du temps, ce qui est à la fois un aspect positif et pervers de la démocratisation.

Comme les autres journalistes, les journalistes scientifiques ne font pas assez référence aux agences. Les trois grandes agences de presse mondiales regroupent près de 6 000 journalistes et ont su résister aux effets de la technique contemporaine : ils continuent à légitimer leur travail de sourçage tout en étant totalement inconnus, alors qu'ils font l'essentiel du travail. Ces agences sont la source de la légitimité de l'information et résistent à la mode et à l'accélération de la vitesse de l'information par la qualité de leur travail. Les journalistes pourraient s'appuyer sur ce pilier.

Les journalistes ne sont pas tous les mêmes. L'oligarchie est connue du grand public à travers l'espace multimédia. Elle intervient trois ou quatre fois par jour et tient le système. La classe moyenne – dont les journalistes scientifiques – est inconnue, mais porte quotidiennement le travail. Au-dessous, il y a les jeunes journalistes tombés

dans la marmite des nouvelles technologies, et qui travaillent sans cesse pour émerger et être connus par le biais de l'image, des réseaux, etc. Les journalistes scientifiques pourraient contribuer à revaloriser la classe moyenne des journalistes, dont on parle peu.

Selon la vulgate démocratique, plus la transparence est forte, et mieux le système fonctionne. Or, il n'existe ni société ni individu transparents. Il faut du temps pour enquêter, et ce d'autant plus que le temps de l'information scientifique n'est pas celui de l'information contemporaine. La spécificité des journalistes scientifiques est donc difficile à faire valoir.

« [...] le temps de l'information scientifique n'est pas celui de l'information contemporaine. »

Par ailleurs, la réception de l'information dépend malgré tout des croyances et des représentations, qui focalisent l'intérêt sur tel ou tel sujet. Bien souvent, les journalistes scientifiques aimeraient traiter de sujets qui ne suscitent pas l'appétence des opinions publiques. Le problème ne réside pas que dans la production de l'information, mais aussi dans les idéologies et les représentations qui centrent l'intérêt sur certains sujets en

délaissant les autres. Le journaliste scientifique qui souhaite remettre en cause l'*imperium* de la science et de la technique est tributaire de ces représentations.

Dans cette ambiguïté entre la science, l'information et la connaissance, l'opinion publique veut savoir et veut aussi ne pas savoir. L'être humain ne supporterait pas de vivre dans un univers de transparence continue. Les journalistes qui ont pour fonction de désacraliser la science peuvent être bien ou mal reçus selon les cas. Il existe une suspicion à l'égard de la science à cause du nucléaire, des biotechnologies, etc., mais la science suscite aussi la confiance.

Cela pose des questions d'anthropologie extrêmement intéressantes et complexes, d'autant que les journalistes scientifiques dialoguent avec des scientifiques, qui ne sont pas des anges. Ces derniers courtisent les journalistes quand ils en ont besoin, les ignorent lorsqu'ils s'adressent au politique... Les scientifiques sont plus compliqués que la plupart des populations. Ils se méfient des journalistes, des entreprises et de l'espace public en général. Ils estiment le plus souvent qu'ils détiennent la vérité, et qu'un bon travail de vulgarisation suffirait pour informer le peuple : ce modèle descendant de l'information existe encore.

Le travail de médiation entre les scientifiques et le reste de la société a besoin des journalistes. Une société ouverte, interactive et transparente a besoin d'intermédiaires professionnels, qui sont la seule garantie pour éviter l'anomie. L'idéologique actuelle de Microsoft, de Google et de leurs avatars remet en cause le rôle des intermédiaires : journalistes, professeurs, hommes politiques, médecins, etc. Mais bien au contraire, plus il est aisé d'accéder aux sources, et plus il faut respecter les intermédiaires. Une démocratie n'est pas exempte de savoir, de connaissances, de hiérarchie, mais elle permet de les critiquer : nous aurons de plus en plus besoin de professeurs, de journalistes, d'hommes politiques, de médecins, de psychologues et de psychanalystes, etc.

Les journalistes scientifiques ne répètent pas la parole des scientifiques, des politiques, des spécialistes ou des experts. Ce statut intermédiaire du discours qui est le leur doit être valorisé : dans une société ouverte, les compétences de celui qui construit l'information et qui a parfois le courage de se battre – tout comme les journalistes militaires, qui sont embarqués – doivent être acceptées et reconnues, car l'idée de la verticalité continue à dominer. Pour autant, les journalistes scientifiques ne peuvent être réduits à de simples animateurs de débats, de politiques et de controverses.

Il ne faut pas confondre polémique, débat et controverse. Cette dernière est définie par cinq caractéristiques : un débat scientifique, une médiatisation, une mobilisation des opinions publiques, un enjeu économique et une dimension internationale. L'ISCC suit le développement de huit controverses, dont trois seront discutées ici.

« Il ne faut pas confondre polémique, débat et controverse. Cette dernière est définie par cinq caractéristiques : un débat scientifique, une médiatisation, une mobilisation des opinions publiques, un enjeu économique et une dimension internationale. »

Le journalisme scientifique a vocation à se développer dans ce contexte à travers de multiples contradictions. Tout d'abord, la crise du journalisme. Puis, la lutte contre l'accélération du temps de l'information. Ensuite, le désir de savoir : il varie selon les espaces culturels et dans le temps et le monopole scientifique occidental sera de plus en plus confronté à d'autres lectures culturelles. Les journalistes scientifiques témoignent que les rapports science-société ne sont pas les mêmes selon les peuples et les nations.

Il faut aussi compter sur l'affrontement avec l'idéologie de la transparence, et la mise en valeur de la compétence professionnelle. Il faut aussi répondre à la question « Qui veut savoir ? ». J'avais critiqué le livre de Michel Foucault, *La volonté de savoir*, qui porte sur la libération des mœurs, en lui répondant par cette question. Car nous ne voulons pas tous savoir la même chose, et il y a beaucoup de choses que l'on ne voudrait surtout pas savoir.

Il faut enfin se confronter avec l'opinion publique, qui devient dans les controverses l'acteur de la mobilisation. Elle ne peut pas être réduite aux sondages et est en partie l'ennemie des journalistes et des experts.

« Le journalisme scientifique permet de refixer les limites entre information et connaissance, culture et politique. »

Elle ne peut devenir le référent ultime et n'a pas toujours raison contre les spécialistes, sauf quand elle prend la forme du vote. L'information scientifique et technique est intéressante, car

elle se rattache à la logique de la connaissance, qui n'est pas aisément compatible avec celle des sondages, mais qui constitue l'élément le plus important. Dans le contexte de rationalisation du monde, qui est à la fois un progrès et une impasse, la logique de la connaissance est réduite, l'érudition est évacuée et l'information domine assez bêtement. Le journalisme scientifique permet de refixer les limites entre information et connaissance, culture et politique.

En tant qu'intermédiaires, les journalistes scientifiques posent une question politique : car plus la société est ouverte, transparente et interactive, et plus il faut préserver le conflit des légitimités. Les visions du monde sont multiples selon la place des différents acteurs. Il faut conserver trois conflits de légitimité fondamentaux : la logique de l'information, la logique de la connaissance, la logique de l'action. Le travail des journalistes scientifiques et des journalistes en général, tout comme celui du monde académique, consiste à ne pas mélanger ces trois registres. Dans le contexte d'une information circulant sans cesse, les journalistes scientifiques contribuent à les distinguer. Finalement, les controverses n'illustrent pas la politisation des relations entre science et société, mais la cohabitation des différentes logiques. Organiser cette cohabitation, c'est satisfaire un objectif démocratique.